

# Un parfum d'années 30...

FRÉDÉRIC LEBARON

1. [http://www.lemonde.fr/economie/article/2011/11/06/plan-de-rigueur-une-acceleration-de-la-reforme-des-retraites-serait-entrevue\\_1599714\\_3234.html](http://www.lemonde.fr/economie/article/2011/11/06/plan-de-rigueur-une-acceleration-de-la-reforme-des-retraites-serait-entrevue_1599714_3234.html)
2. <http://www.lefigaro.fr/>
3. <http://www.placeaurope2012.fr/featured/bientot-l%E2%80%99heure-des-choix%C2%A0/>
4. Voir J. Bourrinet, *Le pacte de stabilité et de croissance*, Paris, PUF, 2004. L'Europe a institutionnalisé la limitation des déficits et de l'endettement publics. Mais, jusqu'en 2010, le cadre juridique européen reste souple, le Pacte de stabilité et de croissance n'étant jamais totalement appliqué, surtout en période de récession. Depuis 2010, on assiste à un durcissement très prononcé de la norme juridique d'équilibre.
5. La Commission n'a jamais varié sur ce plan, suivant étroitement les orientations de la Banque centrale européenne. Elle a cependant suivi le mouvement de stimulation fiscale légitimé par le G20 en 2008-2009.
6. Le FMI développe l'idée selon laquelle les pays qui connaissent des situations excédentaires ou proches de l'équilibre devraient adopter des mesures de relance.

**f**rançois Fillon vient de présenter un deuxième ensemble de mesures d'austérité, après celles de juillet<sup>1</sup>. Et les prévisions de la Commission européenne sur la croissance française en 2012<sup>2</sup> laissent entendre qu'on n'en restera pas là. Jamais deux sans trois en quelque sorte.

Ce que nous décrivions il y a peu<sup>3</sup> comme une injonction généralisée à l'austérité est donc devenu une norme de politique économique présentée comme une évidence rationnelle : moins de croissance impliquant moins de rentrées fiscales, les dépenses publiques devraient être moins élevées afin de parvenir rapidement à l'équilibre budgétaire, garantie d'une évaluation favorable des agences de notation et donc d'un financement futur de la dette publique dans des conditions correctes.

Tel est aujourd'hui le raisonnement tenu par les principaux dirigeants européens, avec à leur tête ceux de la Banque centrale européenne (à l'origine de cette norme, qui concrétise et radicalise les principes déjà inscrits, sous l'impulsion allemande, dans le traité de Maastricht<sup>4</sup>), de la Commission<sup>5</sup> et, dans une moindre mesure, du Fonds monétaire international. Ce dernier, plus imprégné de culture économique anglo-saxonne que d'ordo-libéralisme germanique, rechigne en effet à s'abandonner totalement à l'actuelle pulsion restrictive<sup>6</sup>. Cette humeur « sacrificielle », de l'ordre de l'ethos autant que du raisonnement, suscite de la part de nombreux commentateurs une sorte de jubilation morbide, comme si la souffrance populaire avait aussi une dimension « purificatrice ».

Une telle omniprésence de cette norme fonde une grande partie de son évidence, la généralisation d'un raisonnement, fût-il profondément fallacieux, étant une des modalités de

son efficacité politique<sup>7</sup>. « Tout le monde » (au sein de la classe dirigeante) désormais convaincu de la nécessité de la réduction rapide<sup>8</sup> des déficits, la suite va de soi : si la croissance s'annonce trop molle l'année prochaine, les déficits et la dette se réduiront moins vite, et il faudra donc durcir encore les restrictions budgétaires (ou, dans une variante plus fiscaliste, renforcer un peu plus la « discipline fiscale », les « rentrées », les « contraintes »...). Dans tous les cas, il s'agit bien d'annoncer des « sacrifices », « du sang et des larmes », et de laisser toute alternative hors de l'espace du pensable et du dicible. La dette publique est ainsi devenue l'horizon indépassable de notre temps.

C'est peut-être la première fois, depuis les années 1930, que l'annonce d'un affaiblissement marqué de plus en plus probable de la croissance<sup>9</sup> ne conduit pas, fût-ce après diverses contorsions rhétoriques et manœuvres politiques, à l'activation d'un raisonnement opposé, qui était devenu lui aussi une « évidence » malgré l'affirmation de moins en moins souterraine de la doctrine de l'orthodoxie<sup>10</sup> : moins de croissance, plus de chômage conjoncturel appellent une intervention publique de court terme, au moins sous la forme d'une politique de baisse rapide des taux d'intérêt<sup>11</sup>, et, si possible, par le jeu des « stabilisateurs automatiques », ce que les Américains appellent la « stimulation fiscale », il est vrai peu prisée (en théorie) des dirigeants allemands, même en période de récession. Dans ce raisonnement, porté par les économistes keynésiens<sup>12</sup>, une politique dite d'austérité, « pro-cyclique », conduit à restreindre un peu plus la croissance, ce qui se traduit par moins de rentrées fiscales, jusqu'à ce qu'une telle politique devienne franchement « déflationniste », c'est-à-dire qu'elle conduise à une baisse de l'ensemble des grandeurs économiques (prix, salaires, etc.), comme dans les années 1930.

En France, le précédent d'une politique déflationniste systématique et aveugle, qui s'appuyait sur la quête de l'équilibre des finances publiques à n'importe quel prix porte un nom : Pierre Laval. C'est son gouvernement qui par décret met en œuvre une politique brutale de rétablissement d'un budget à l'équilibre, en 1935, par une baisse drastique des dépenses publiques, alors que le chômage est massif et la production atone<sup>13</sup>. François Fillon et Nicolas Sarkozy sont donc les dignes héritiers économiques de Pierre Laval<sup>14</sup>. Cet équilibre ne sera évidemment pas tenu et au cours de la période de l'entre-deux-guerres, les années 1926-1929 font figure d'exceptions avec un solde budgétaire positif en fin d'exercice<sup>15</sup>.

conjoncture/2011/11/10/ 04016-20111110ARTFIG00501-bruxelles-plus-pessimiste-que-bercy-pour-la-france.php

7. P. Bourdieu, *Contre-feux*, Paris, Raisons d'agir. Voir aussi Thierry Guilbert, *L'« évidence » du discours néolibéral. Analyse dans la presse écrite*, Éditions du Croquant, coll. « Savoir/Agir », 2011
8. En réalité, comme nous l'avons montré, la lutte sur le rythme de la réduction des déficits et de l'endettement public continue de faire rage, au fur et à mesure que les indicateurs conjoncturels se dégradent.
9. Le diagnostic n'est toutefois pas encore tout-à-fait ferme, comme nous l'avons déjà souligné, dans la mesure où certains pays semblent continuer d'échapper aux « perspectives de récession ». Pour un exemple de prévisions encore relativement optimistes, puisque la France échapperait à la « récession » : [http://www.insee.fr/fr/indicateurs/analys\\_conj/archives/octobre2011\\_ve.pdf](http://www.insee.fr/fr/indicateurs/analys_conj/archives/octobre2011_ve.pdf). L'argument principal des scénarios optimistes est celui d'un choc de confiance qui suivrait une « résolution » claire de la crise européenne.
10. Pour une présentation officielle de la doctrine budgétaire actuelle : <http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/finances-publiques/approfondissements/politique-budgetaire.html>
11. Là-dessus, très peu de désaccords s'exprimaient encore il y a peu, les monétaristes ayant fondé leurs propres analyses sur une lecture critique des politiques des banques centrales durant la crise des années 30. En restreignant excessivement la quantité de monnaie en circulation, les banquiers centraux avaient accentué la dynamique globale récessive.

Le raisonnement keynésien, selon lequel un déficit budgétaire accru en période de crise permet une relance de l'activité, serait donc devenu inopérant et politiquement marginal. Critiqué par les économistes « nouveaux classiques » depuis les années 1970, il était resté pourtant très présent au sein des organismes de prévision macroéconomique et concrètement, toujours mobilisé par certains acteurs publics lors des phases de fort ralentissement conjoncturel. On assisterait ainsi à la fin d'une période caractérisée par l'alternance de phases « keynésiennes » de court terme, plus ou moins affirmées dans le cadre d'orientations néo-libérales à moyen et long termes, et de politiques (monétaires et budgétaires) plus restrictives dans les périodes de croissance, propices à la reconstitution des excédents. Devant l'explosion de la dette publique avec la crise de 2008, le raisonnement keynésien aurait ainsi atteint ses limites.

Loin de conduire à l'émergence d'un raisonnement nouveau, la fin de cette période semble surtout avoir permis le retour presque à l'identique, en position désormais hégémonique sur le devant de la scène publique<sup>16</sup>, de la « bonne vieille orthodoxie budgétaire », cette doctrine qui n'avait jamais désarmé, notamment au sein des ministères des finances et des banques centrales, et plus encore au FMI et à la Banque mondiale dans le contexte des « plans d'ajustement structurels » imposés aux pays en développement dans les années 1980 et 1990. Selon cette doctrine issue des siècles passés, l'équilibre des finances publiques est un objectif de « saine gestion » qui ne doit jamais être perdu de vue par l'État, de même que la politique monétaire doit rester « neutre » (en gros : « proportionnelle à la croissance ») pour ne pas favoriser une inflation destructrice. Les traités européens l'ont inscrite dans le marbre des textes qui encadrent la construction économique et monétaire : c'est le « pacte de stabilité et de croissance »<sup>17</sup>.

Dans un contexte où les politiques réelles s'éloignaient assez fortement et systématiquement de l'équilibre budgétaire, même dans les pays les plus « vertueux », comme le montrent les séries macroéconomiques historiques<sup>18</sup>, ce discours moral autant que scientifique n'a donc en fait jamais disparu. Il était devenu, notamment ces dernières années, comme la « mauvaise conscience » économique et technocratique des dirigeants politiques, dogme constamment réaffirmé, à longueur de déclarations et de rapports, mais jamais vraiment pratiqué avec constance, au prix de tensions régulières entre pouvoirs politiques nationaux et autorités technocratiques

12. En France, en premier lieu par l'OFCE, comme l'illustre cette note de conjoncture : <http://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/lettres/330.pdf>
13. [http://www.alternatives-economiques.fr/1935--laval-choisit-la-deflation-\\_fr\\_art\\_81\\_7937.html](http://www.alternatives-economiques.fr/1935--laval-choisit-la-deflation-_fr_art_81_7937.html)
14. Qui a écrit « La réduction des dépenses publiques parce qu'elle allège les charges qui pèsent sur la production, parce qu'elle rend l'aisance au marché des capitaux, parce qu'elle tend à remettre en marche le mécanisme du crédit, ne peut qu'accroître le pouvoir d'achat de l'ensemble des consommateurs » ? Un journaliste du quotidien *Le Temps*, le 20 juillet 1935...
15. <http://www.cepii.fr/francgraph/bdd/villa.htm>
16. Le fait que des luttes souterraines continuent d'exister, et sans doute de s'intensifier, n'empêche pas le triomphe officiel de la doctrine de l'orthodoxie.
17. À l'origine du Pacte, « les États-membres et un grand nombre d'experts jugeaient indispensable d'ancrer la gestion des budgets nationaux dans une culture de stabilité », J.Bourrinet, *op. cit.*, p. 10.
18. Pour la France, voir les séries de Pierre Villa sur le site du CEPII déjà citées. Pour les États-Unis : <http://www.gpoaccess.gov/usbudget/fy09/pdf/hist.pdf> ; pour la période récente en Allemagne : <http://www.tradingeconomics.com/germany/government-budget>

(banques centrales, administration des finances, et en Europe, Commission européenne). La lutte contre l'inflation a certes triomphé en Europe et aux États-Unis à partir des années 1980, mais elle ne s'est pas accompagnée d'une politique budgétaire « neutre », sauf dans des contextes historiques nationaux très particuliers<sup>19</sup>, dont l'exemplarité est évidemment un enjeu. La politique monétaire et la politique budgétaire ont été fortement réactives face aux menaces de violente récession mondiale, en particulier en 2008, montrant que les « erreurs » des années 1930 avaient tout de même été mémorisées, sans cependant que ces politiques ne parviennent à éviter la chute du PIB mondial en 2009. En 2011, à l'opposé, la BCE augmente ses taux d'intérêt directs à deux reprises alors que l'économie européenne commence à montrer des signes de faiblesse et les États, effrayés par la « crise de la zone euro », enclenchent des politiques d'austérité simultanées, parfois violentes, au risque d'en démultiplier les effets dits « multiplicateurs » déjà importants dans un seul pays<sup>20</sup>.

L'une des grandes différences entre la science économique et les autres disciplines est que les « raisonnements scientifiques » qui s'imposent aux acteurs dirigeants ont des conséquences très concrètes sur des décisions qu'ils prennent et, par voie de conséquence, sur la grande masse des citoyens. Le triomphe actuel de la doctrine de l'orthodoxie budgétaire a ainsi rendu possible, et désormais probable, un ensemble d'enchaînements socio-économiques qui semblaient relégués à la préhistoire des politiques économiques, de même que les remèdes « à la Diafoirus » ont été effacés des manuels de médecine moderne. Le cas grec l'illustre déjà avec une particulière netteté depuis maintenant plus de deux ans, ce qui en fait le laboratoire d'un mouvement en cours de généralisation. Le « cercle vicieux » déflationniste est le résultat d'une course sans fin à l'équilibre budgétaire dans un contexte de ralentissement de plus en plus prononcé : on peut parler de « piège déflationniste », dans la mesure où la « purge » éloigne durablement l'économie du plein-emploi et de la croissance, qui sont pourtant censés résulter de l'« assainissement » de la croissance et de la « stabilisation » de l'économie. Ce sont les remèdes qui tuent le malade ! Le piège est désormais bien enclenché et les acteurs dirigeants jouent leur partition, apparemment en toute inconscience, dans la répétition sur une large échelle des erreurs économiques des années 1930. Mais, cette fois, ils n'auront pas l'excuse de la nouveauté des mécanismes économiques en jeu : ils devront donc un jour répondre de leurs erreurs devant les peuples. ■

19. Il s'agit du cas de petits pays ouverts, qui tirent profit de la politique déflationniste de façon non-coopérative, dans un environnement international favorable.
20. Sur la notion keynésienne de « multiplicateur » qui justifie théoriquement les politiques de relance ou au moins une grande prudence dans les stratégies de réduction des déficits, voir l'article de Jérôme Creel, Éric Heyer et Mathieu Plane : <http://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/revue/116/r116-2.pdf>